

INFORMATION JURIDIQUE

Ci-dessous nos coordonnées officielles de contact.

Henri Simar Jr SPRL

Courtier en Assurances

rue des Combattants 81 - 4800 LAMBERMONT (VERVIERS)

F.S.M.A. n° 024633 A

Intermédiaire indépendant

RPM VERVIERS 0454906838

Tél. 087 335 501 - Fax 087 335 122

www.simarjr.be - info@simarjr.be

Bureau ouvert :

- Septembre à juin : Lundi, Mardi, Jeudi et Vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h.
- Mercredi de 9h à 12h. Et en dehors des ces heures sur rendez-vous
- Juillet - août 2016 : Lundi, Mercredi, Vendredi de 9h à 12h. Et en dehors de ces heures sur

Notre bureau est inscrit sous le numéro 024633A A dans la catégorie des courtiers d'assurances dans le registre des intermédiaires d'assurances tenu par la FSMA dont le siège est situé Rue du Congrès 12-14 à 1000 Bruxelles et qui consultable sur le site www.fsma.be.

Services proposés

Notre bureau offre des services d'intermédiation en assurances. Ces services consistent à fournir des conseils sur des contrats d'assurance, à présenter ou à proposer des contrats d'assurance ou à réaliser d'autres travaux préparatoires à leur conclusion ou à les conclure, ou à contribuer à leur gestion et à leur exécution.

Notre bureau exerce ses activités dans les branches suivantes:

- | | |
|--|---|
| 1. Accidents | 16. Assurances de nuptialité et de natalité non liées à des fonds d'investissement |
| 2. Maladie | 17. Assurances sur la vie, assurances de nuptialité et de natalité liées à des fonds d'investissement |
| 3. Corps de véhicules terrestres, autres que ferroviaires | 18. L'assurance pratiquée en Irlande et au Royaume-Uni, dénommée «permanent health insurance» (assurance maladie, à long terme, non résiliable) |
| 4. Marchandises transportées, y compris les marchandises, bagages et tous autres biens | 19. Les opérations tontinières |
| 5. Incendie et éléments naturels | 20. Les opérations de capitalisation |
| 6. Autres dommages aux biens | 21. Gestion de fonds collectifs de retraite |
| 7. R.C. véhicules terrestres automoteurs | 22. Les opérations telles que visées par le Code français des assurances au livre IV, titre 4, chapitre 1er |
| 8. R.C. générale | 23. Les opérations dépendant de la durée de la vie humaine, définies ou prévues par la législation des assurances sociales, lorsqu'elles sont pratiquées ou gérées en conformité avec la législation d'un Etat membre par des entreprises d'assurances et à leur propre risque. |
| 9. Crédit | |
| 10. Caution | |
| 11. Pertes pécuniaires diverses | |
| 12. Protection juridique | |
| 14. Assistance | |
| 15. Assurances sur la vie non liées à des fonds d'investissement à l'exception des assurances de nuptialité et de natalité | |

Information produits

Sur demande nous pouvons vous fournir les conditions générales des contrats et couvertures que notre bureau propose.

Rémunérations

Pour les services d'intermédiation en assurances prestés, notre bureau est rémunéré sous la forme de commissions. Notre bureau peut en outre percevoir une rémunération liée au portefeuille d'assurances auprès d'une entreprise d'assurances déterminée ou aux tâches effectuées pour son compte par notre bureau. Pour plus d'informations, veuillez contacter notre bureau.

Politique en matière de cadeaux et autres avantages

Dans le cadre de mes activités, il peut arriver que j'offre à un client ou reçoive d'un client un cadeau ou un autre avantage. A cet égard, seuls les cadeaux ou autres avantages dont le montant ou la valeur sont raisonnables peuvent être acceptés ou offerts. A aucun moment le fait d'offrir ou de recevoir un cadeau ou un autre avantage ne peut entacher le principe suivant lequel il convient

d'agir d'une manière honnête, équitable et professionnelle qui serve au mieux les intérêts des clients. Dans le cas contraire, il y a obligation de s'abstenir ou de refuser.

Politique en matière de conflits d'intérêts.

1. CADRE GENERAL

Notre bureau a comme priorité première la volonté d'agir d'une manière honnête, équitable et professionnelle qui sert au mieux les intérêts de ses clients. Dans ce cadre et conformément à la législation, notre bureau a pris des mesures adéquates destinées à identifier, prévenir et gérer les conflits d'intérêts pouvant intervenir dans le cadre de ses activités. Tenant compte de ce qui précède et des caractéristiques de nos activités, notre bureau a élaboré une politique de gestion en matière de conflits d'intérêts dont le présent document est un résumé. Sur demande, vous pouvez obtenir un complément d'information qui vous sera fourni sur un support durable.

2. IDENTIFICATION DES CAS DE CONFLITS D'INTERÊTS POTENTIELS

Des conflits d'intérêts peuvent intervenir entre :

- notre bureau (en ce compris toute personne qui lui est liée comme par exemple notamment les administrateurs, les gérants, les personnes qui exercent un contrôle sur l'entreprise, les salariés impliqués dans la prestation de services d'intermédiation en assurances et les sous-agents – ci-après "les personnes liées) et les clients,
- les clients entre eux.

Tenant compte des caractéristiques de notre bureau, nous avons identifié les cas potentiels de conflits d'intérêts. En voici quelques exemples :

- Situation dans laquelle un gain financier peut être réalisé ou une perte financière évitée aux dépens du client,
- Notre bureau est incité, pour des raisons financières ou autres, à privilégier les intérêts d'un autre client ou groupe de clients par rapport à ceux du client concerné,
- Notre bureau reçoit d'une personne autre que le client un avantage en relation avec le service d'intermédiation en assurances fourni au client, sous la forme d'argent, de biens ou de services, autre que la commission ou les frais normalement pratiqués pour ce service.

3. POLITIQUE DE GESTION EN MATIERE DE CONFLITS D'INTERÊTS

Notre bureau a mis en place toute une série de mesures afin de gérer les conflits d'intérêts qui pourraient se poser. Ces mesures sont notamment les suivantes :

une politique en matière de cadeaux ou autres avantages,
des mesures organisationnelles qui garantissent le caractère confidentiel des données communiquées par les clients,
des mesures organisationnelles en matière de gestion séparée lorsque cela s'avère nécessaire,
une politique en matière de conseil d'arbitrage,
une politique suivant laquelle si un conflit d'intérêt spécifique ne peut être résolu, notre bureau se réserve le droit de refuser la demande du client concerné et ce, dans le seul but de protéger ses intérêts.

4. INFORMATION AU CLIENT

Lorsque les dispositions organisationnelles ou administratives prises par notre bureau pour gérer les conflits d'intérêts ne suffisent pas à garantir, avec une certitude raisonnable, que le risque de porter atteinte aux intérêts du client sera évité, notre bureau informera ceux-ci par écrit ou sur tout autre support durable, avant d'agir en leur nom, de la nature générale et/ou de la source de ces conflits d'intérêts. Le choix final du suivi réservé à la situation qui est à la base du conflit d'intérêt concerné appartient au client.

Si un conflit d'intérêt spécifique ne peut être résolu, notre bureau se réserve le droit de refuser la demande du client concerné et ce, dans le seul but de protéger ses intérêts.

5. SUIVI DE LA POLITIQUE DE GESTION EN MATIERE DE CONFLITS D'INTERÊTS

Conformément à la réglementation, notre bureau tient et actualise régulièrement un registre des conflits d'intérêts qui surviennent et qui comportent un risque sensible d'atteinte aux intérêts d'un ou de plusieurs clients. La mention de conflits d'intérêts dans le registre peut conduire à actualiser la liste des conflits d'intérêts potentiels et vice et versa.

Si cela s'avère nécessaire, notre bureau actualise/modifie sa politique de gestion en matière de conflits d'intérêts.

Les personnes liées à notre bureau sont tenues de respecter les instructions internes relatives à la politique en matière de conflits d'intérêts.

Règlement des plaintes

Notre bureau fait de son mieux pour vous satisfaire. En cas de problème ou de question, nous nous tenons à votre disposition. Si vous aviez une plainte concernant notre prestation de service que nous n'avons pas pu régler ensemble, vous pouvez contacter le Service Ombudsman Assurances dont le siège est situé Square de Meeûs 35 à 1000 Bruxelles - Tél. 02/547.58.71 Fax. 02/547.59.75 - info@ombudsman.as - www.ombudsman.as.